

## ILS DEMANDENT LEUR DROIT À LA CONDUITE

# Les handicapés réclament des véhicules aménagés

**A l'appel de la Fédération algérienne des personnes handicapées, quelques personnes handicapées ont tenu, hier, un sit-in, devant la Direction générale des douanes. Ils demandent leur droit à la conduite et le dégel de la loi relative à l'exonération des droits et taxes des véhicules spécialement aménagés aux personnes handicapées.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - La Direction générale des douanes n'est pas restée insensible à l'appel des personnes handicapées.

Les responsables ayant reçu une délégation de la Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH), ont promis des solutions prochainement.

«Les responsables de la Direction générale des douanes vont nous réunir avec des membres du ministère des Transports et ceux de l'Industrie pour essayer de trouver une solution à notre problème», a indiqué Atika Maâmeri, présidente de la FAPH. Cette dernière a expliqué

que les personnes handicapées rencontrent des difficultés pour l'acquisition de véhicules spécialement aménagés auprès des concessionnaires.

Cela est dû, dénonce-t-elle, à la circulaire émanant de la Direction générale des douanes qui limite l'exonération des droits et taxes sur véhicules spécialement aménagés aux seuls handicapés ayant jambe gauche invalide.

Cette circulaire vient geler la loi du 11 juillet 2000 fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 67 de la loi de finances de 1989 relative à l'exonération des droits et taxes des véhicules de tourisme neufs, destinés aux



Photo : Samir Sid

**Les handicapés réclament leur droit à l'autonomie.**

personnes atteintes, à titre civil, l'amputation des membres inférieurs ou ayant subi d'une paraplégie ou ayant subi rieurs ou titulaires du permis de

conduire catégorie «F» quel que soit le membre handicapé.

Par ailleurs, la FAPH propose d'inscrire dans le cahier des charges des concessionnaires, l'obligation de prendre les commandes de véhicules aménagés émanant des clients en situation de handicap. L'allègement du dossier est exigé par la Direction générale des douanes pour les bénéficiaires de l'exonération des taxes sur véhicule aménagé.

Il est également proposé la formation des ingénieurs des mines à la conformité des aménagements, la suppression de la taxe sur véhicule neuf et la prise en compte de la boîte automatique comme aménagement pour personnes handicapées.

Les personnes handicapées disent réclamer simplement leur autonomie en ayant droit à se déplacer dans leurs véhicules.

**S. A.**

## FORMATION PROFESSIONNELLE

# Le gouvernement veut une intervention concrète des acteurs économiques

**Les pouvoirs publics veulent une implication totale des entreprises dans l'adéquation formation-emploi. C'est l'idée-clé autour de laquelle était articulée la réunion portant renouvellement du Conseil de partenariat de la formation et de l'enseignement professionnels, qui s'est tenue hier à l'hôtel El-Aurassi.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les organisateurs ont voulu donner à cette rencontre une dynamique qui s'inscrit dans le cadre d'une meilleure prise en charge de la question de la formation professionnelle.

Selon les organisateurs, «il s'agit à présent et à la lumière de l'expérience acquise et des nouvelles orientations en matière de renforcement du partenariat, d'insuffler une nouvelle dynamique aux espaces et mécanismes de concertation dans un souci d'assurer la compétitivité de l'économie, de ren-

forcer les compétences des travailleurs, d'améliorer l'efficacité de l'acte de formation et conforter l'employabilité des stagiaires, élèves et apprentis».

C'est dans ce cadre, a-t-on indiqué que «le renouvellement de la composante du Conseil de partenariat et de celles prochaines, des Commissions de partenariat de wilaya sont l'occasion de promouvoir le dispositif de concertation et de sensibiliser les opérateurs et acteurs économiques sur l'importance stratégique de ces organes et sur

la nécessité de renforcer le partenariat avec le système de formation permettant d'assurer, au développement économique, le capital humain». A cet effet, il a été tracé plusieurs objectifs à savoir «la dynamisation de la concertation et le dialogue intersectoriels autour des politiques et stratégies nationales de formation et d'enseignement professionnels, sensibiliser les acteurs sur leur implication dans le processus de partenariat et le développement de la formation par apprentissage dans le cadre de l'instruction n° 343 du 17 novembre 2013 de monsieur le Premier ministre, inciter les partenaires économiques à participer de manière plus effective dans les différents organes de partenariat mis à la disposition du secteur économique en tant qu'instrument d'écoute des

préoccupations du secteur économique en matière de qualification professionnelle...».

Cela étant, la rencontre qui a vu la présence de plusieurs ministres s'est articulée autour de deux axes. Le premier concerne «la problématique de la relation formation-emploi et de la promotion de la politique nationale de concertation et de partenariat permettant une adaptation des offres de formation aux besoins du secteur socio-économique au niveau national et local», et le second axe concerne «l'installation officielle de la nouvelle composante du Conseil de partenariat de la formation et de l'enseignement en tant que mécanismes privilégiés de concertation de la politique nationale de concertation et de partenariat».

**A. B.**

## ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

# Le mouvement de l'éveil national soutient Benflis

**Le mouvement de l'éveil national annonce son soutien au candidat Ali Benflis. Il le considère comme le candidat du changement. Un comité de soutien a été ainsi mis en place.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Pour le président du mouvement de l'éveil national, le changement ne se fera qu'avec le candidat Ali Benflis.

«De par son expérience et son parcours politique, Benflis est le candidat idéal pour la présidence. C'est un homme de terrain qui n'est pas resté beaucoup au pouvoir et dont la vision a changé», argue Djamel Saadi, président du parti.

Pour lui, le pouvoir en place est finissant. «Le président est malade et son clan ne veut pas lâcher le pouvoir.

Ses proches soutiens craignent que les dossiers des affaires compromettantes soient divulgués», a-t-il affirmé hier, à Alger.

Un «clan» qui, ajoute-t-il, «est en train de mener l'Algérie vers sa perte puisqu'il détient le pouvoir et l'argent». Affichant son optimisme,

le président du mouvement de l'éveil national assure tout de même, que la fraude sera au rendez-vous. «Hormis la fraude, les pro-Bouteflika n'ont aucun autre choix car le peuple a repris conscience et ne votera plus pour le président sortant», dit-il encore.

Djamel Saadi estime en outre, que le recours au boycott sera «sans intérêt». «Certes, nous respectons les partisans du boycott mais nous sommes convaincus que le boycott ne servira pas le changement auquel nous aspirons».

Il invite ainsi les partisans du boycott à un débat pour un «consensus» et une «force» pour changer le système.

«L'invitation est également lancée au Front des forces socialistes (FFS)», ajoute-t-il.

L'intervenant rappelle, par ailleurs, le rejet dont s'est soldée sa candidature aux prochaines présidentielles par le Conseil constitutionnel. Pourtant, précise-t-il, «j'ai pu collecter les 60 mille souscriptions nécessaires à la validation de ma candidature». Un rejet qu'il a qualifié de «prémédité».

**R. N.**

## À L'INITIATIVE DE L'AGENCE DE GESTION DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

# «Al Mousteshfa», un salon pour diagnostiquer le secteur

**Fraîchement créée, l'Agence nationale de gestion des réalisations et de l'équipement des établissements de santé (AREES) organise le premier Salon des expertises dans le domaine hospitalier. Objectif : mettre en synergie les acteurs nationaux du secteur avec des intervenants étrangers ayant un capital expérience avéré en matière de management des structures hospitalières.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Du 31 mars au 4 avril prochains, 175 exposants se donneront rendez-vous à la Safex pour prendre part à «Al Moustechfa», le premier salon du genre dédié aux expertises dans le domaine hospitalier.

Un événement initié par l'Agence nationale de gestion des réalisations et de l'équipement des établissements de santé et qui verra la participation d'entreprises de plusieurs nationalités, dont des Saoudiens, des Anglais, des Autrichiens, des Britanniques et des Français.

Ils exposeront aux côtés des représentants des 48 Directions

de la santé et de la population, de ceux des 14 centres hospitalo-universitaires, des facultés de médecine, des services de la Protection civile et ceux du Samu.

Le salon se veut un espace d'échange et sera organisé en huit pôles consacrés à l'équipement, le management médical, l'architecture, la blanchisserie et la restauration, l'hygiène, le service et le consulting et enfin les systèmes d'information et les nouvelles technologies de la santé.

Des rencontres scientifiques seront également organisées à l'occasion. Elles seront animées

par des spécialistes dans différents domaines.

Selon des responsables de l'Agence nationale de gestion des réalisations et de l'équipement des établissements de santé qui animaient hier une conférence au siège du ministère de la Santé, ce salon, qui occupera un espace de 7 000 m<sup>3</sup>, se veut une référence et ambitionne d'«apporter quelques réponses étayées aux multiples questions que se posent les décideurs et les professionnels confrontés aux réorganisations des établissements de santé», de proposer des solutions innovantes et de dégager une réflexion autour des décisions que doivent prendre les maîtres d'ouvrage.

La manifestation intervient quelques jours seulement après la remise de contrat à des entreprises étrangères chargées de réaliser clé en main des CHU dans plusieurs wilayas.

**N. I.**